Burundi : le n°1 de l'Olucome soupçonné dans l'assassinat du n°2

@rib News, 05/04/2014 â€“ Source AFPLe prÃ©sident de l'Observatoire de lutte contre la corruption (Olucome), Gabriel Rufyiri, aurait trempÃ© dans l'assassinat du numÃ©ro 2 de son organisation il y a cinq ans, selon le procureur gÃ©nÃ©ral du Burundi, faisant Ã©tat d'Ã©lÃ©ments de preuve Ã charge. « Le ministÃ©re public est en train d'exploiter certains Ã©lÃ©ments de preuve Ã charge de certaines personnes, dont le prÃ©sident de l'Olucome qui, lui aussi, est citÃ© parmi ceux qui sont impliquÃ©s (...) Ã l'assassinat » du numÃ©ro 2, Ernest Manirumva, a dÃ©clarÃ© Valentin Bagorikunda, aux journalistes tard vendredi. [Photo : Gabriel Rufyiri tenant la photo d'Ernest Manirumva]

Le prÃ©sident de l'Olucome Ã Ã©tÃ© convoquÃ©, (...), nous avons reÃ§u des informations que nous sommes entrain d'exploiter. Nous pensons que la vÃ©ritÃ© va Ã©clater au grand jour », a-t-il poursuivi. « Quand l'enquÃªte sera clÃ©turÃ©e, les gens sauront pourquoi et quel est l'intÃ©rÃªt du prÃ©sident de l'Olucome dans cette affaire », a insistÃ© le procureur burundais. Il a lancÃ© ces accusations alors qu'un collectif de la sociÃ©tÃ© civile, « Justice pour Ernest Manirumva », a lancÃ© une semaine d'action contre l'impunitÃ© dans cette affaire, en dÃ©nonÃ§ant notamment l'arrestation puis la condamnation de "boucs Ã©missaires". « Le ministÃ©re public dÃ©ploire l'attitude de certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile, y compris le responsable de l'Olucome, Ã vouloir dÃ©sorienter la justice en dÃ©signant eux-mÃªmes les coupables », a dÃ©plorÃ© le procureur. En mai 2012, le Tribunal de grande instance de Bujumbura avait condamnÃ© huit Burundais Ã perpÃ©tuitÃ© pour cet assassinat. Des militants des droits de l'Homme avaient dÃ©noncÃ© ce verdict, estimant que les condamnÃ©s avaient payÃ© pour les commanditaires. Six autres personnes, dont trois policiers, avaient Ã©tÃ© condamnÃ©es des peines de 10 et 20 ans de prison, pour complicitÃ© d'assassinat et non assistance Ã personne en danger. « C'est une nouvelle maniÃ¨re d'intimider le prÃ©sident de l'Olucome, mais (...) nous allons continuer le combat jusqu'Ã ce que les vrais coupables paient ce crime odieux », a rÃ©agi l'un des leaders de la campagne « Justice pour Ernest Manirumva », Pacifique Nininahazwe. La sociÃ©tÃ© civile a appelÃ© la justice Ã ordonner un complÃ©ment d'enquÃªte sur les recommandations du FBI (bureau fÃ©dÃ©ral d'enquÃªte) amÃ©ricain, associÃ© aux investigations, qui avait demandÃ© de prÃ©lever l'ADN de plusieurs hauts responsables des services de sÃ©curitÃ© du Burundi pour les comparer Ã des Ã©chantillons prÃ©levÃ©s sur la scÃ¨ne du crime. La justice burundaise a refusÃ© jusqu'ici de les entendre. Selon la sociÃ©tÃ© civile, M. Manirumva a Ã©tÃ© assassinÃ© alors qu'il enquÃªtait sur un trafic d'armes impliquant de hauts gradÃ©s de la Police.